

# **Procédure d'appel d'offres ouvert (art. R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique)**

**N°2025-33**

---

**Système de sonorisation du Grand Manège du Cadre  
Noir sur le site IFCE de Saumur (49)**

---

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet	4
3. Allotissement	4
4. Forme et étendue du marché	4
5. Durée	4
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	5
8. Modalités concernant la tranche optionnelle	5
9. Modifications	6
10. Sous-traitance	6
11. Unité monétaire	6
12. Conditions financières	6
12.1 Prix	7
12.2 Délai global de paiement	7
12.3 Modalités de paiement	7
12.4 Facturation	7
12.5 Réfaction	8
13. Cession ou nantissement de créance	8
14. Assurances	9
15. Pénalités	9
16. Litiges	9
17. Exécution aux frais et risques du titulaire	9
18. Résiliation	10
19. Décompte de résiliation	10
20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	10
20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	10
20.2 Conformité RGAA	11
20.3 Conformité RGI	11
21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	12
22. Confidentialité	13
23. Attribution de juridiction	13
24. Dérogations aux CCAG-FCS	13

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1.	Dispositions générales	15
2.	Descriptif de la prestation : Système de diffusion	15
3.	Tranche ferme et tranche optionnelle	17
4.	Eléments à préciser dans le mémoire technique	18
5.	Pilotage des prestations	18
5.1	Réunion de lancement	18
5.2	Comitologie	18
6.	Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	19
	Attestation de visite	20
	Attestation sur l'honneur	21

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **1. Le contexte**

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

## **2. Objet**

Le présent appel d'offres a pour objet le renouvellement du système de sonorisation du Grand Manège du Cadre Noir de Saumur.

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, selon les dispositions des art. R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix forfaitaire avec une tranche ferme et une tranche optionnelle.

## **3. Allotissement**

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

## **4. Forme et étendue du marché**

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des art. R2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Ce marché pourra être exécuté en deux tranches (art. R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique) :

- Une tranche ferme dont le montant maximum est fixé à 110.000,00 € HT ;
- Une tranche optionnelle dont le montant maximum est fixé à 90.000,00 € HT.

## **5. Durée**

Le marché est conclu pour une durée de 2 ans, à compter de la date indiquée dans le courrier de notification de la tranche ferme.

## 6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière (pour chaque lot) ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les offres techniques et financières des titulaires ;

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

## 7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## 8. Modalités concernant la tranche optionnelle

La tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'IFCE de l'affermir, par un courrier de notification émis au plus tôt en février 2026 et au plus tard avant la fin de validité du marché.

Les prix de la tranche optionnelle sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :  $C_n = (I(d-3) / i(o))$ , selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation,
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations, à savoir la date de démarrage des travaux notifié au titulaire.
- Indice ( $d$ -nombre de mois de décalage) : valeur de l'indice de référence au mois  $d$  diminué du nombre de mois de décalage, dont le détail figure ci-dessous.
- Indice ( $o$ ) : valeur de l'indice de référence au mois zéro.

Indices de référence : Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – A38 JA – Edition, audiovisuel et diffusion, Identifiant 010766353.

Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations de la tranche.

Aucune indemnité ne sera due au titulaire dans les circonstances où la tranche optionnelle n'est pas affermie par l'IFCE.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution de la tranche optionnelle au titulaire du marché, par voie d'avenant au marché initial.

## **9. Modifications**

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

- a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

- b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## **10. Sous-traitance**

Le recours à la sous-traitance pour une partie des prestations peut être envisagé, à condition que d'une part les candidats indiquent dans leur offre la part du marché et le détail des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter (article R2151-13 du Code de la commande publique), d'autre part que le sous-traitant réponde aux mêmes exigences que le candidat, quant aux conditions d'examen des candidatures indiquées dans le Règlement de consultation.

## **11. Unité monétaire**

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

## **12. Conditions financières**

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **12.1 Prix**

Le prix du marché est conclu à prix forfaitaires.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Dans le cas où la tranche ferme n'est pas réalisée dans ce délai, les prix sont révisables à partir du treizième mois d'exécution du marché sur présentation d'un nouveau tarif, soumis à l'approbation de l'IFCE.

Les modalités particulières concernant la tranche optionnelle sont évoquées à l'article 8 du CCAP.

## **12.2 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

## **12.3 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

## **12.4 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;

- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

Une fiche d'exécution mensuelle devra être jointe à la facture, avec les prestations effectuées. Toute facture ne comportant pas les pièces justificatives sera rejetée en attendant les documents demandés ; il ne sera pas fait de relance de la part du service demandeur.

## **12.5 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## **13. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.



## **14. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **15. Pénalités**

En cas de non-respect des délais contractuels du fait du prestataire et par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt sans mise en demeure des pénalités de retard, fixées à 100 € par jour calendaire de retard, à partir du 1<sup>er</sup> euro.

Dans tous les cas, le montant total des pénalités sera plafonné à 20% de la facture totale.

Il est fait application des CCAG-FCS pour les natures et les modalités de calcul des pénalités.

## **16. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir - 40011 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **17. Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de

l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

## 18. Résiliation

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 48, 49 et 51), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...) et dans les cas autres prévus à l'article 50 du CCAG-FCS.

## 19. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

## 20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

### 20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union

ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 20.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

## 20.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

## **21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale**

Les candidats préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

### **Responsabilité sociétale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, etc.

### **Responsabilité environnementale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- les pratiques alternatives à l'emploi de produits phytosanitaires permettant l'entretien décrit ci-dessus,
- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, etc.,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges,

des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien).

### **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## **22. Confidentialité**

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

## **23. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

## **24. Dérogations aux CCAG-FCS**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 12-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG-FCS.

L'article 15 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 18 relatif à la résiliation déroge aux articles 49 et 50 du CCAG-FCS.

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **1. Dispositions générales**

La consultation porte sur le renouvellement du système de diffusion sonore du Grand Manège du Cadre Noir à l'IFCE.

Les équipements proposés seront de type professionnel, de très haute qualité, reconnus et maîtrisés par les professionnels de l'événementiel et du spectacle. Le candidat justifiera de la qualité et de la notoriété des équipements proposés. Le candidat prévoira la fourniture, le câblage, l'installation, la mise en service et l'accompagnement des utilisateurs pour l'ensemble des éléments proposés.

### **2. Descriptif de la prestation : Système de diffusion**

Une solution globale est attendue, avec : logiciels de prédiction et d'exploitation du système, le processing, l'amplification, les enceintes, une formation et un accompagnement à la prise en main pour le régisseur. Afin de garantir un résultat cohérent et d'optimiser les conditions de protection, d'exploitation et de suivi du matériel, l'ensemble des éléments des systèmes de diffusion seront impérativement de même marque (processing / amplification / enceintes / accessoires d'accrochage / suite logicielle du même fabricant).

L'exploitation sera assurée par une suite logicielle simple, optimisée et intégrant la gestion de l'ensemble des fonctionnalités. La suite logicielle devra être compatible sur systèmes Windows et Mac afin d'éviter toute limitation d'usage des équipements informatiques courants.

Le système permettra d'obtenir une pression acoustique homogène et une balance tonale cohérente pour l'ensemble de l'audience. Afin de limiter les effets du champ réverbéré, les points de diffusion devront garantir un excellent contrôle de directivité (longueur des lignes sources principales, ajustement de l'ouverture horizontale des éléments du système au besoin de couverture...).

La finition des équipements sera particulièrement soignée, avec des faces avant en tissu pour l'ensemble des éléments du système (pas de grilles métalliques apparentes).

L'ensemble des zones gradinées est à couvrir. Aucun compromis de couverture ne sera fait.

Niveau de performance attendu sur la zone spectateurs :

- Bande passante : strictement inférieure à 50Hz dans le bas du spectre, jusqu'à 20kHz dans le haut du spectre ;
- Niveau de pression sonore à atteindre : SPL Max de 106dB(A) en champ direct RMS (avec 12dB minimum de facteur de crête disponible) ou plus ;
- Distribution du SPL de 5dB maximum sur l'ensemble de l'audience (différence de niveau entre 2 points) ;

Le système sera composé des éléments principaux suivants (tous de même marque afin de garantir un niveau de performance parfaitement homogène, prédictible et stable) :

- Système principal de type ligne source, accroché. Le système permettra une large extension fréquentielle dans le bas du spectre (inférieure à 50Hz), des subwoofers seront à prévoir en tranche 2. Les possibilités acoustiques et mécaniques du système permettront un contrôle de directivité (horizontale et verticale) et un ajustement de couverture précis, sans limitation du niveau de performance (problématiques de phase ou limitation dynamique par exemple).  
Le système ligne source sera impérativement traité avec une technologie d'array-processing avancée permettant d'optimiser le comportement du système sur l'ensemble de l'audience grâce à un algorithme de calcul spécifique (intégré au logiciel de prédiction).  
Un canal d'amplification processé indépendant alimentera séparément chaque enceinte constituant les lignes sources.
- Compléments de couverture éventuels. Afin de garantir un comportement dynamique cohérent pour l'ensemble du système, les ressources SPL des enceintes de complément seront suffisantes pour compléter les lignes source principales sans limitation des ressources de ces dernières.
- Contrôleurs amplifiés en nombre suffisant pour assurer l'alimentation des différentes enceintes et garantir un haut niveau de performance et de protection au système. Ils disposeront d'entrées analogique, AES et réseau audionumérique avec redondance. Ils seront équipés d'une alimentation SMPS avec correction du facteur de charge (PFC) permettant une consommation électrique rationalisée. Ils intégreront une sonde d'impédance permettant une surveillance continue de l'état des charges connectées (enceintes). Tous les canaux d'amplification permettront d'atteindre les niveaux de performance les plus élevés de chaque enceinte alimentée (pas de limitation du SPL Max notamment). Le candidat précisera la consommation électrique globale du système proposé.
- Interface logicielle intuitive permettant le contrôle du système (avec processing, management, monitoring...): outils de paramétrage (multiples points d'EQ dont 4 FIR, délais, matriçage entrées/sorties...), outils d'accueil des ingénieurs du son (ajustement de la balance tonale, contour du système), contrôle complet du comportement du système et vérification des charges connectées sur chaque canal avec rapport sur l'état des haut-parleurs. Les candidats détailleront précisément la composition de la suite logicielle proposée et les possibilités de transferts de données existants entre les différents logiciels.
- Tous accessoires d'accrochage, d'installation, de connexion et de finition nécessaires à la bonne mise en œuvre et à l'exploitation du système.



Un logiciel de prédiction acoustique sera inclus dans l'offre. Il intégrera notamment des outils de prédiction de la balance tonale et du SPL en champ direct, ainsi que des fonctions d'optimisation de l'homogénéité de la balance tonale sur l'audience (de type array-processing).

Le matériel sera fourni, installé, intégralement câblé et mis en service. Une attention particulière sera portée à la calibration du système et à l'accompagnement des utilisateurs à sa prise en main. Une formation complète de l'équipe technique est à inclure dans l'offre. Une base de données des mesures effectuées lors de la calibration devra être fournie et permettre à l'utilisateur un ajustement simple et efficace de celle-ci en fonction des besoins d'accueil.

Il est nécessaire de prévoir :

- L'ensemble des travaux et accessoires liés à l'accroche des différents composants du système
- La pose et le raccordement de l'ensemble des câblages (HP de section adaptée, réseau, AES...)
- L'intégration des contrôleurs amplifiés au sein de baies adaptées
- Le raccord de l'équipement avec le matériel existant en régie
- La dépose du système existant selon les modalités des 2 tranches
- La rédaction des documents de fin chantier comprenant les plans de câblage, les courbes de réponse des différents éléments du système et l'ensemble des informations nécessaires aux utilisateurs.

### **3. Tranche ferme et tranche optionnelle**

- La tranche ferme sera réalisée avant le 1<sup>er</sup> août 2025
  - Dépose des clusters de l'ancien système et suppression des câbles obsolètes
  - Modification des enceintes actuelles en retours provisoire
  - Sonorisation du gradin principal nommé « tribunes d'honneur »
  - Sonorisation des gradins latéraux fixes et mobiles
  - Amplification
  - Processing en régie
  - Câblage de l'ensemble, liaisons régie/amplificateur et HP/amplificateur
  - Calibration et test de l'ensemble
  - Formation du personnel
- La tranche optionnelle serait réalisée en 2026 (sous réserve d'affermissement) :
  - Dépose de l'ancien système et suppression des câbles obsolètes
  - Sonorisation de la scène en retour
  - Ajout de sub bass en cohérence avec le système proposé en tranche 1 permettant une répartition homogène en tout point de la salle.
  - Sécurisation du processing en régie
  - Installation de retours avec recyclage des enceintes AD-S282H et des amplis ISA800TI existants sous réserve de bon fonctionnement. Les retours comprendront une ligne vers le petit manège, une ligne

- vers la coursive extérieure, 1 ligne vers le manège Cordier avec un atténuateur sur chaque ligne.
- Installation d'enceintes sur le parcours extérieur visiteurs avec recyclage des enceintes DAS existantes, fourniture d'amplification
- Calibration et test de l'ensemble

Le prestataire s'assurera de la prise en main effective de cette nouvelle installation, via une formation.

## 4. Eléments à préciser dans le mémoire technique

**Délai d'intervention :** l'entreprise précisera dans son mémoire le délai d'intervention en cas de demande de support technique et sa capacité à mettre à disposition un matériel parfaitement équivalent.

**Formation :** le plan de formation des équipes techniques sera détaillé dans l'offre.

**Etudes acoustiques :** afin de justifier le niveau de performance de sa proposition technique, le candidat devra inclure dans son mémoire de réponse l'ensemble des études acoustiques pour le système de diffusion. Pour permettre une bonne analyse des différentes propositions, il est demandé aux candidats de représenter les résultats de leur simulations SPL (champ direct en dB(A)) en utilisant une échelle de 2dB par pas de couleur. Les simulations sont à effectuer sur la base d'un bruit rose large bande de facteur de crête 4 (soit 12dB). L'ensemble des simulations sera réalisé en RMS (pas de valeurs peak ou crête).

**Références :** le candidat justifiera de son expérience en mentionnant une liste détaillée d'installations comparables effectuées au cours des 3 dernières années. Il justifiera également de la reconnaissance du matériel proposé par les professionnels à l'échelle nationale et internationale.

**Environnement :** le candidat justifiera de l'ensemble des dispositions prises en termes de démarche environnemental (produits, services, logistiques et autres).

Une visite du site sur rendez-vous est obligatoire (cf Règlement de consultation).

## 5. Pilotage des prestations

### 5.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché. L'interlocuteur à l'IFCE sera le responsable de site ou toute autre personne désignée par lui.

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations.

Le titulaire désignera un interlocuteur unique responsable du bon déroulement de la prestation ; il devra être joignable aux horaires de bureau. Il échange régulièrement avec le responsable de site.

### 5.2 Comitologie

Le candidat précisera dans son offre la comitologie proposée pour le suivi de la

prestation (planning, suivi des incidents, modalités de résolution des problèmes, etc...)

## **6. Détail du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**

Cf Annexe 1 DPGF

## Attestation de visite

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à conserver par l'IFCE)

Je soussigné(e) .....

Représentant la société : .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-33 concernant la sonorisation du Grand Manège sur le site de Saumur,

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

.....  
...

INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

ATTESTATION DE VISITE

(coupon à remettre à l'entreprise)

Je soussigné .....

Représentant la société .....

Déclare avoir visité le site de l'IFCE afin de répondre à l'appel d'offre 2025-33 concernant la sonorisation du Grand Manège sur le site de Saumur,

Date de visite.....

Par (nom et prénom) :

Signature Entreprise

Signature IFCE

## Attestation sur l'honneur

Je soussigné .....

En qualité de .....

Agissant pour le compte de (société) : .....

.....(ou en mon nom propre)

Adresse : .....

.....

### CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5 – D.8222-7 & D.8222-8 du Code du travail.

Fait à ..... le .....